COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV' Internationale

SAMEDI 22 MARS 1975 — BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE ** PARAIT MERCREDI & SAMEDI — PRIX : 0,30 F

EDITORIAL

CANNE

la lutte continue!

Le gouvernement vient de décider d'accorder 109,00 frs aux petits planteurs pour la tonne de canne de 1975 (richesse 9) . Les petits paysans réclament 110frs.

Le gouvernement colonialiste se moque des travailleurs. Il tient à leur montrer qu'il reste le seul maître de la situation. S'il avait accordé les 110,00frs, cela aurait été ressenti très justement comme une victoire par tous les travailleurs petits planteurs, et c'est bien ce qu'il ne veut pas. C'est d'ailleurs une vieille tactique des patrons et du gouvernement que de tracasser jusqu'au bout les travailleurs, de leur montrer qu'ils doivent payer très cher ce qu'ils réclament.

Souvent, ils attendent qu'il y ait des morts pour satisfaire les revendications, parfois même au delà de ce qui était demandé initialement par les travailleurs. En 1967, les travailleurs du bâtiment en Guadeloupe réclamaient 2% d'augmentation, il a fallu 60 morts pour que les patrons accordent 25% d'augmentation.

En Martinique, en février 74, après plus d'un mois de grève des ouvriers agricoles de la banane, les capitalistes ont fait assassiner deux travailleurs par les gendarmes avant de satisfaire les revendications.

Veulent-ils renouveler la même opération en mars 75 en Guadeloupe?

En effet, pour UN FRANC, le gouvernement colonialiste est prêt à massacrer s'il le faut des travailleurs. En tout cas il risque de porter la responsabilité de graves affrontements entre travailleurs et képis rouges puisqu'il continue à les envoyer par centaines dans les champs de canne.

Les 109,00 frs proposés par le gouvernement sont une insulte à la dignité des paysans pauvres de la Guadeloupe.

La majorité des paysans et des ouvriers agricoles sont toujours en lutte, malgré les briseurs de grève, les centaines de képis rouges, les CRS et les gendarmes.

Le soutien doit s'organiser et s'élargir.

En ce qui concerne les ouvriers agricoles et les ouvriers industriels, rien n'est réglé. Les capitalistes usiniers ne veulent pas céder.

La mobilisation se poursuit donc pour exiger:

-la satisfaction des revendications des paysans, des ouvriers agricoles et industriels.

- exiger le retrait immédiat de toutes les forces de répression (képis rouges, gendarmes, CRS,) des champs de canne.

MARTINIQUE

QUAND LES PATRONS JOUENT GROS...

Alors que les petits voleurs à la tire, pour un transistor ou quelques billets de 10,00 frs, ont droit à leur photo en première page assortie de leurs noms publiés en gros caractères, France-Antilles se garde bien de mentionner un seul nom de ces tenanciers de tripots clandestins dont la découverte a pourtant fait un des gros titres de ce journal le 20 mars. Il faut dire que ces gens-là qui récoltaient 7000 à 8000 frs par soirée sont naturellement comme le dit France-Antilles d'ailleurs des hommes "respectables", autrement dit, il n'y a pas de place dans ce journal pour leur photo! Entre gens"respectables", on peut toujours se mettre d'accord....

Evidemment, qui peut se permettre de tels caprices,si ce ne sont des riches, des exploiteurs qui ont les poches bien remplies de ces millions récoltés sur la sueur des travailleurs. Ce sont ceux-là qui refusent d'augmenter de quelques centimes les ouvriers, qui se permettent de jouer des millions en une seule soirée dans les salles de jeux clandestines de la Martinique... ou d'ailleurs.

PORTUGAL

UN AVERTISSEMENT SERIEUX !

Il y a quelques jours, le MFA, (mouvement des forces armées) qui dirige le Portugal actuellement, interdit à deux organisations politiques d'extème gauche et un parti de droite, de participer aux prochaines élections qui doivent avoir lieu au mois d'avril. Ces partis sont aussi interdits de toute activité politique avant les élections. Il s'agit du MRPP (mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat), de l'AOC (alliance ouvriers-paysans) et du parti de la démocratie chrétienne qui aurait participé à la dernière tentative de coup d'état dirigée par Spinola. En assimilant les deux organisations d'extrême gauche à cette organisation de droite, la manoeuvre du MFA est grossière. Il s'agit de faire porter en partie sur les mouvements d'extrême gauche la responsabilité du "complot contre la révolution portugaise". En réalité, le MFA commence à se débarrasser de tous ceux qui peuvent être génants pour lui. On voit donc bien là les limites de la "démocratie" de ces militaires "révolutionnaires".

Mais ce qui est le plus criminel c'est que tout cela se fait avec la caution du parti communiste portugais qui est au gouvernement. La politique de ce parti est en effet criminelle, car il soutient le MFA et entraine des centaines de milliers de travailleurs derrière lui, sans leur expliquer ce qu'est réellement ce MFA, une partie de l'armée faisant la politique de la bourgeoisie Portugaise. Le moment approche où cette bourgeoisie va chercher à mettre au pas la classe ouvrière qui s'éveille maintenant à la vie politique après avoir subi de longues années de dictature.

Le PCP, en cautionnant la politique du MFA prépare non seulement la tombe de milliers de travailleurs mais aussi sa propre tombe, tout comme le parti communiste chilien l'a fait en soutenant les militaires "de gauche" dans le gouvernement Allende.

La répression qui s'abat sur les organisations d'extrême gauche, l'arrestation de leurs militants, est un sérieux avertissement qui rend la politique du parti communiste portugais d'autant plus criminelle.

PARIS *à l'hôpital lariboisière des manifestants imposent l'application de la loi veil*

Le jeudi 20 mars, 18 femmes accompagnées de manifestants se sont présentées à l'hôpital Lariboisière, à Paris, dont la direction prétendait ne pas avoir de salle de libre. Finalement on trouva une salle et deux femmes ont été avortées. Ce sont les deux premiers avortements officiels.

Cet exemple montre que tous les bigots et autres réactionnaires hostiles à l'avortement continueront par tous les moyens à s'opposer à son application. Mais il montre aussi que par leur mobilisation les femmespeuvent barrer la route à tous ceux qui dans les hôpitaux sont hostiles à la libéralisation de l'avortement.

FRANCE

LES LYCEENS EN LUTTE

Depuis la première semaine du mois de mars les lycéens de france et ceux du C.E.T. sont dans la rue. le 13 mars, ils étaient 30.000 dans les rues de Paris à dénoncer la réforme Haby et à dire leur opposition à cette réforme qui ne fait qu'accentuer la sélection scolaire et la discrimination sociale qui règne à l'école. Ce que propose Haby ne vise rien d'autre qu'à favoriser les enfants issus de couches sociales aisées et à exclure le plus vite possible ceux des autres.

Cela, les lycéens de France le ressentent et ils ont trouvé la méthode la meilleure pour le faire savoir : la grève des cours et les manifestations de rue. Pour l'instant le gouvernement Giscard-Chirac semble durcir son attitude en envoyant ses flics et ses CRS contre les lycéens et les collégiens. Mais loin de faire céder ceux-ci le gouvernement, par cette méthode, risque de grossir le rang des mécontents. Et si comme le disent déjà les lycéens la jonction est faite entre travailleurs, lycéens et étudiants, c'est face à un mouvement social d'une ampleur considérable que se trouvera le gouvernement Giscard dans les jours à venir.

MARTINIQUE

MANQUE DE MATERIEL DANS LES C.E.T.

Il est un fait commun à tous les CET c'est celui du manque de matériel. En ce qui concerne le CET de la Dillon, nous ne faisons pas exception à la règle :de sorte qu'il est fréquent de voir des élèves aller d'une salle à l'autre, à la recherche d'une machine à écrire. Et quand le hasard veut que nous en ayons une sous la main, eh bien, il y a de fortes chances pour qu'elle soit en panne.

C.E.T. DE POINTE DES CARRIERES.

Au CET de la pointe des carrières, nos conditions de travail sont aussi scandaleuses. A la section mécanique, les machines qui nous sont indispensables sont les suivantes : des fraiseuses, de tours, et des étaux limeurs. Or ces machines sont en quantité nettement insuffisante. Ainsi, il y a 5 étaux limeurs dans l'établissement, dont trois qui ne marchent pas depuis bien longtemps. Il n'en reste plus que deux en activité à la disposition de plusieurs dizaines d'élèves. Pour faire face à cette situation il a été créé un système de roulement. En effet, les professeurs ont formé plusieurs groupes de 10 ou 12 élèves qui se servent à tour de rôle de ces étaux limeurs. De sorte que pendant qu'un groupe est au travail, les autres restent là à ne rien faire.

A la section électricité, la situation n'est pas meilleure, il nous manque des interrupteurs, des comutateurs, des télérupteurs, etc... Et comme pour la section mécanique, on est obligé de faire des roulements.

Voilà dans quelles conditions travaillent les élèves des CET. Quand il s'agit de voter des crédits pour l'armée, le gouvernement ne dresse aucun obstacle, par contre, ce gouvernement se montre beaucoup plus radin en ce qui concerne l'éducation et la formation des jeunes.

PAP

les lycéens solidaires des luttes des travailleurs agricoles

Le jeudi 20 mars, une trentaine de lycéens ont tenu une réunion d'information dans l'enceinte du lycée technique, sur la grève dans le secteur de la canne.

Après avoir expliqué les revendications des travailleurs, ils dénoncèrent la répression du gouvernement colonialiste français qui fait intervenir des centaines de CRS et képis rouges dans les champs de canne pour briser la grève.

Ils affirmèrent la totale solidarité des lycéens avec les luttes des travailleurs agricoles, et décidèrent de former un comité de soutien aux travailleurs en grève.

GROSSE MONTAGNE

meeting de combat ouvrier

Jeudi soir notre tendance organisait un meeting dans la région de Grosse-Montagne. Il s'agissait pour nous de dénoncer la présence des forces de répression et des képis rouges dans les champs de canne des habitations de cette usine. En effet Simonnet paye les gendarmes qui protègent les briseurs de grève. C'est là une attitude criminelle. C'est ce qu'expliqua le premier camarade qui intervint. Un second camarade devait à son tour montrer que malgré toutes les pressions les patrons n'avaient pas encore gagné puisque la grève des ouvriers agricoles et des petits planteurs se poursuit. Il devait notamment dire que la lutte ne doit pas se terminer sans que les ouvriers agricoles et petits planteurs n'aient obtenu satisfaction. Pour mettre toutes les chances de leur côté ceux-ci devraient s'organiser notamment en créant dans chaque région des comités de lutte regroupant ouvriers agricoles et petits planteurs mais aussi des ouvriers industriels.

Le moment est favorable actuellement pour une action d'ensemble, partout les travailleurs sont mécontents devait conclure ce camarade. C'est face à une centaine de travailleurs environ que ces propos furent tenus et le meeting s'acheva après que nous eûmes annoncés les prochains meetings de vendredi et dimanche.

GUADELOUPE

MEETING DE SOUTIEN

AUX OUVRIERS AGRICOLES ET
AUX PETITS PLANTEURS

dimanche 22 mars
LAMENTIN 19 H

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire N° 51.728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
8ème supplément au menseul N° 47

CES. MOULE.

LE DIRECTEUR REPRISE LES ELEVES

Depuis quelque temps, le principal du CES du Moule était hanté par une idée fixe : il ne voulait plus voir les élèves venir en classe en sandales. (Signalons en passant que cela n'est nullement interdit, et qu'il arrive fréquemment que des professeurs viennent faire leurs cours dans cette tenue). La semaine dernière, il avisa un élève qui était chaussé de sandales, et pour lui faire "comprendre" qu'il fallait mettre autre chose, lui écrasa purement et simplement les orteils. L'élève eut alors un mouvement de colère. C'en était trop pour Agastin qui n'admet pas la moindre contestation, et il frappa le jeune garçon.

Celui-ci, justement furieux, s'empara alors d'une pierre et la lança sur le sinistre individu, sans l'atteindre.

Profitant de sa situation de Principal du CES, Agastin décida de renvoyer l'élève définitivement. De plus, il mit à la porte pour 8 jours une fille dont le seul tort avait été de refuser de donner le nom de son camarade et il refusa de recevoir les parents.

Les élèves ont déclenché mardi une grève de protestation pour exiger la réintégration immédiate des deux élèves.

Il est inadmissible que de petits potentats, parce qu'ils se savent soutenus par l'administration, se permettent de faire n'importe quoi.

FRANCE

QUAND LA RACAILLE RACISTE FAIT SA "JUSTICE" ELLE-MEME.

Mohammed Laïd Moussa, un travailleur algérien avait involontairement provoqué la mort d'un homme au cours d'une bagarre. Aussitôt, il fut emprisonné, tabassé, et son procès eut lieu il y a quelques jours. Par chance, il bénéficia du soutien de personnalités de gauche qui le connaissaient et démontrèrent qu'il n'était pas un criminel, que c'est par accident qu'il avait provoqué mort d'homme. Il fut donc libéré au début de cette semaine.

Mais dans le sud de la France, où beaucoup d'anciens "pieds noirs" et ex-OAS se sont installés, sévit un racisme de plus en plus violent, surtout envers les algériens. Les racistes voulaient absolument la tête de Mohammed Laïd Moussa. Ils organisèrent une expédition punitive et mardi dernier, un commando d'hommes masqués fit irruption dans la pièce où se trouvait Moussa et ils le blessèrent d'une balle dans la tête. Il lutte actuellement contre la mort.

Ce crime, revendiqué par une organisation qui s'intitule "France Libre", est visiblement destiné à semer la terreur parmi les travailleurs immigrés en France. Cela est grave, car le racisme se développe et les Antillais émigrés en France sont directement concernés. C'est là une raison supplémentaire pour eux de ppendre conscience que c'est dès à présent qu'il faut s'organiser pour réduire au silence la racaille raciste et fasciste qui actuellement tente de semer la terreur ; et la police française, où cette racaille pullule, n'est certainement pas prête à lever le petit doigt pour mettre fin à ces agissements.